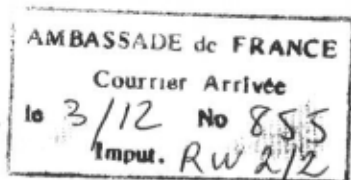


Parti CDR  
BP 2283 KIGALI  
(Tél. 77688)



*Ad. B...*  
Kigali, le 03 décembre 1992

Lettre ouverte adressée à Son Excellence Monsieur  
le Président de la République Unie de Tanzanie,  
Facilitateur dans les négociations de paix entre le  
Gouvernement Rwandais et le FPR.

Excellence Monsieur le Président,

Le Parti politique CDR (Coalition pour la Défense de la République) qui représente la majorité de la masse populaire rwandaise profite de cette occasion aux fins de vous adresser sa profonde gratitude pour les efforts combien inlassables que vous ne cessez de déployer en vue de contribuer au retour de la paix au Rwanda.

Les négociations d'Arusha qui se déroulent sous votre égide ont déjà atteint des résultats positifs que le Parti CDR a appréciés à leur juste valeur. Cependant, compte tenu de la délicatesse des questions sous examen, des divergences importantes sont apparues entre les parties concernées, notamment entre les partis politiques agréés dans le pays. Ces divergences portent particulièrement sur la mise en place du Gouvernement de transition à base élargie et de l'Assemblée nationale de transition.

Cette situation est due au fait que la population ainsi que les partis politiques non représentés au gouvernement n'ont pas été consultés sur les questions devant faire l'objet des négociations alors qu'elles concernent l'avenir de tout le peuple rwandais. Ce qui est plus grave encore est que la délégation rwandaise a souvent négocié sans mandat précis et impératif du gouvernement qui ne pouvait pas se mettre d'accord sur le contenu de ce mandat à cause des divergences d'intérêts opposant les différentes factions qui composent ce gouvernement.

La phase actuelle des négociations se trouve dans la même situation de blocage puisque la délégation a quitté Kigali le 23 novembre 1992 sans aucun mandat. Le soi-disant mandat qu'aurait reçu le chef de la délégation rwandaise selon la déclaration diffusée à la Radio Rwandaise en date du 29 novembre 1992 ne reflète que la position des partis politiques MDR, PL, PSD et PDC et non celle du gouvernement puisque les 9 ministres du MRND sur les 19 se sont opposés à cette position alors que les décisions du gouvernement se prennent par consensus. Chose étrange, cette prétendue décision n'a en fait été prise que par 8 ministres sur 19 que compte le gouvernement puisque 2 ministres du MDR étaient absents.

Vous comprenez, Excellence Monsieur le Président, que les engagements pris dans ces conditions ne lient pas le gouvernement rwandais et encore moins le peuple rwandais.

Compte tenu de l'importance des négociations en cours pour l'avenir du peuple rwandais, il est à espérer que ni vous même, ni les observateurs ne ménagerez aucun effort pour aider les parties concernées à aboutir à un consensus pour rendre les résultats des négociations acceptables par tout le peuple rwandais. Dans le cas contraire, il est à craindre qu'aucune paix durable ne sortira des négociations d'Arusha; ce qui réduirait à néant tous les efforts déployés sans exclure le risque d'une guerre civile qui viendrait s'ajouter à celle nous imposée par le tandem FPR/NRA.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de notre très haute considération.

C.P.I. à:

- Son Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise,
- Monsieur le Président du C.N.D.,
- Monsieur le Premier Ministre,
- Ministre (tous),
- Observateur (tous),
- Mission Diplomatique et Consulaire (toutes),
- Parti Politique (tous).

